

CYNIQUE ET IRRESPONSABLE

le gouvernement accélère l'euro-destruction de la recherche fondamentale avec sa LPPR

Depuis le début de la crise sanitaire, il était clair que la « suspension » des contre-réformes promise par le gouvernement ne concernait pas le funeste projet de Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR) ; cette annonce, implicite dans les propos de Macron dès le mois de mars dernier, est devenue officielle, avec une *accélération* du calendrier. Il est ainsi prévu une présentation en réunion multilatérale le 12 juin, pour un passage en conseil des ministres le 8 juillet. Dans son cynisme mensonger habituel, le gouvernement présente ce projet comme un « cadeau » pour la recherche, avec de nouveaux moyens financiers, conditionnés à l'acceptation de l'euro-destruction, privatisation et précarisation qu'il contient, comme nous le dénonçons dès le début de cette année 2020.

Pour résumer rapidement le programme macronien pour la recherche encore formellement publique, il s'agit de :

- Généraliser encore davantage le financement sur projets, **qui détruit la liberté de la recherche, impose le diktat du court terme et constitue souvent une privatisation** (lorsque les fonds viennent d'entreprises privées) **ou une régionalisation** (de nombreux fonds viennent des régions) de fait ;
- **Généraliser la précarité et l'inégalité** dans les rémunérations (qui seraient améliorées, mais presque uniquement par des primes) et des carrières ;
- **Mettre de fait en extinction le statut de la fonction publique** et réduire encore plus le rôle structurant des grands organismes publics de recherche (CNRS, INSERM etc.) ;
- **Renforcer le Crédit Impôt Recherche et la subordination des projets de recherche fondamentale à la recherche industrielle**, dont la faiblesse n'est pas attribuée à la désindustrialisation du pays, ni aux stratégies parasitaires du patronat français, mais bien sûr aux coopérations insuffisantes des chercheurs du public avec le privé !

Marche arrière toute : c'est la direction prise par la macronie, dans la droite ligne des politiques européennes, pour aggraver la situation d'une recherche en perte de vitesse progressive par rapport à celle de la Chine, par exemple, et entraver toute vision de long terme qui aurait pu nous faire gagner un temps précieux dans la crise sanitaire actuelle, et s'avérer encore plus nécessaire pour les crises sanitaires ou environnementales à venir.

Pour mener des études cliniques rigoureuses (dont de tristes polémiques récentes ont illustré la rareté, y compris de la part de chercheurs ou de revues scientifiques de renommée internationale), en période d'urgence ou non, des moyens financiers et humains importants sont indispensables, mais aussi l'indépendance vis-à-vis des laboratoires pharmaceutiques que seuls le statut de la fonction publique et des financements publics récurrents suffisants peuvent garantir, et bien sûr une réindustrialisation du pays pour disposer du matériel nécessaire.



Le gouvernement et l'U.E. préfèrent hypothéquer l'avenir plutôt que de renoncer, ne fût-ce qu'à la marge, à leur religion (gravée dans le marbre des traités européens) de **l'assujettissement complet de toutes les activités à la « concurrence libre et non faussée » chère aux euro-gouvernements successifs, au MEDEF et à l'UE.** Une seule réponse : la lutte de classes !

Depuis décembre dernier, et surtout le début de l'année 2020, les universités et établissements publics de recherche connaissent leur plus importante lutte depuis des années, qui s'est intensifiée depuis mars. La situation sanitaire en a bien sûr interrompu la poursuite sous les formes traditionnelles, sans que la contestation cesse pour autant. Le déconfinement, chaotique et opaque, méprisant les représentants du personnel (dont l'administration a refusé de fait les prérogatives au sein des comités exceptionnels d'hygiène, sécurité et conditions de travail

du CNRS tenus pendant la crise sanitaire), commence à voir la reprise effective des initiatives de toutes sortes.

La convergence avec les luttes des hôpitaux et les autres luttes de classes, ainsi que la mise en cause de l'U.E. et du capitalisme (les vrais commanditaires de cette politique de sabotage de la recherche), doivent être portées par les tous les militants progressistes et communistes des organisations syndicales de l'enseignement supérieur et de la recherche afin de se donner tous les moyens de gagner et de construire un avenir favorable aux travailleuses et travailleurs, mais aussi à la science, à la raison et à l'humanité dans son ensemble.

C'est pourquoi **le Pôle de Renaissance communiste en France (PRCF) et les Jeunes pour la Renaissance communiste en France (JRCF) appellent à soutenir sous toutes les formes possibles (rassemblements, manifesta-**

tions, grèves...) les étudiants se destinant à l'enseignement et la recherche, les enseignants et les chercheurs à se mobiliser contre la LPPR scélérate qui accélère l'euro-destruction de l'enseignement supérieur et de la recherche, à la suite du sinistre processus de Bologne engagé en 1998 et des attaques successives menées par les euro-gouvernements depuis.

Ils appellent à combattre les responsables d'une catastrophe annoncée, à savoir Macron-Philippe et leurs laquais, le MEDEF désireux de disposer d'une « armée de réserve des travailleurs » précaires dans le supérieur, **et la prétendue « Union européenne »** désireuse d'appliquer les imbéciles et dogmatiques « critères de stabilité et de convergence » de Maastricht dans une « économie de marché ouverte où la concurrence est libre et non faussée », totalement antagonique avec un enseignement supérieur et une recherche publics indépendants, ambitieux et de qualité.

Pour s'en sortir, il faut en finir définitivement avec l'euro austérité, l'UE qui détruit les services publics et les acquis sociaux, son bras armé militaire l'OTAN et sa supplétive « Europe de la Défense » (qui absorbe bien plus d'argent que la recherche !), et le capitalisme exterministe dont la seule loi d'airain est celle du profit face à la connaissance, l'intelligence, la raison et les lumières communes !

SOUTENEZ LE PRCF ET LES JRCF, REJOIGNEZ LE COMBAT RÉVOLUTIONNAIRE !

o Je souhaite rejoindre le Pôle de Renaissance Communiste en France

o Je veux seulement recevoir des informations supplémentaires sur le Pôle de Renaissance Communiste en France

Nom:

Prénom:

Adresse:

CP:

Ville:

Courriel:

Téléphone:

A renvoyer à: PRCF, 8 rue du Clos Lapaume; 92 220; Bagneux